



Déclaration Liminaire de la CGT Educ'Action du Var au CSA Départemental du 27 Mars 2026

Le week-end dernier, nous avons assisté à l'arrivée aux fonctions de l'extrême droite dans 7 communes du Var lors des élections municipales. La CGT Educ'Action a toujours dénoncé l'imposture de ses idées réactionnaires, xénophobes et passésistes et continuera d'alerter et de s'opposer à la pensée de cette peste brune qui gangrène petit à petit les esprits. L'extrême droite n'est pas la réponse aux problèmes, elle est LE problème ! Dans nos écoles et dans nos conseils d'administration nous lutterons pied à pied afin que ses idées nauséabondes n'entachent pas notre bien commun qu'est l'école républicaine. Représentants syndicaux, il nous appartient de rester vigilants et d'alerter nos collègues sur les attaques menées contre l'EVARS, sur l'instrumentalisation de la laïcité à des fins xénophobes, sur la volonté de trier les élèves, ou encore sur la militarisation de notre jeunesse. Alors que l'époque, incertaine et angoissante en de nombreux points, nous entraîne vers l'abîme, nous avons le devoir, nous enseignants, de tout mettre en œuvre pour sauvegarder l'Ecole publique de toute attaque idéologique.

Le 3 février dernier notre profession a été frappée avec l'attaque au couteau sur notre collègue enseignante d'Arts plastiques au collège de la Guicharde à Sanary. La CGT lui réitère une nouvelle fois tout son soutien et lui souhaite un prompt rétablissement. Mais après l'effroi et la sidération vient le temps de l'action et pour nous, représentants des personnels, celui de la colère. S'il est vrai que le passage à l'acte d'un adolescent déséquilibré est impossible à prévoir, cet événement dramatique ne doit pas devenir l'arbre qui cache la forêt. Une nouvelle fois, nous déplorons le manque criant de politiques de prévention et d'accompagnement, que ce soit au sein de l'Éducation nationale ou de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Dans nos établissements, les moyens humains sont insuffisants : absence ou présence trop rare d'infirmier·es scolaires, nombre d'AED insuffisant, manque de personnels médico-sociaux et éducatifs...De façon générale, ces multiples carences en adultes dans les établissements fragilisent à la fois la scolarité des élèves et le travail des personnels. Tout ceci va à l'encontre d'un travail de prévention efficace et continu sur le long terme et, faute de moyens et de coordination suffisante, trop d'enfants se

retrouvent dans des classes surchargées où leurs difficultés, bien qu'identifiées, ne peuvent pas être réellement prises en charge. C'est pour ces raisons, qu'aux côtés des autres organisations syndicales, la CGT Educ'Action appelle tous les personnels de l'Education Nationale à se mettre en grève le 31 mars prochain et à manifester leur ras le bol et leur colère ici même sous les fenêtres de la DSDEN.

Comme nous allons, une fois de plus le constater, le Var fait partie des départements les plus chargés en termes de ratios élèves/enseignant-es, élèves/psychologues scolaires et élèves/médecins scolaires avec une situation structurelle alarmante. La non-adéquation de certains dispositifs d'accompagnement personnalisés et l'écart entre les besoins réels du terrain et les moyens alloués aggravent encore ces tensions. Nous rappelons l'urgence de garantir des conditions de travail, d'accompagnement et de sécurité dignes pour l'ensemble des agent-es de l'Éducation nationale comme pour les élèves, et qui passe immanquablement par des recrutements urgents et conséquents de personnels. Les postes d'AESH doivent impérativement être plus nombreux car les élèves à besoins éducatifs particuliers augmentent et la mutualisation de ces personnels, faute de répondre aux besoins de ces élèves, crée encore plus d'inégalités entre les élèves : dans un jeu de dupe inacceptable, l'école dite « inclusive » à laquelle on n'a pas donné de véritables moyens humains pour la faire fonctionner, devient un instrument de destruction de l'école publique qui n'a pas les moyens pour répondre à ses obligations et accueillir dignement les élèves en situation de handicap. De même, afin de garantir un meilleur taux d'encadrement, prévenir le harcèlement et assurer une meilleure sécurité, nous demandons la création de postes d'AED en nombre suffisant, car leur présence impérative garantit le bon fonctionnement de nos établissements. Nous condamnons le projet porté l'an dernier par les services du rectorat visant à supprimer pas moins de 100 postes d'AED qui a été suspendu. Nous voulons le voir abandonné et appelons les vies scolaires à se mobiliser en ce sens. La CGT Educ'Action revendique la création d'un statut de fonctionnaires de catégories B pour ces personnels précaires aujourd'hui méprisés par les services de l'État.

Lors du CSA de février relatif aux dgh, la CGT avait fait part de ses craintes par rapport aux conséquences des dotations des Établissements du Var que nous jugions insuffisantes. Malheureusement nous constatons aujourd'hui que ces craintes étaient avérées puisqu'elles se traduisent par de nombreuses suppressions de postes dans le département, une cinquantaine tout établissement confondu dont la moitié donneront lieu à une carte scolaire.

Et nous espérons que vous n'allez pas comme chaque année nous resservir le couplet sur le fait que les choses s'améliorent, que dans le cadre des dialogues de gestion, vous obtenez des concessions du ministère pour notre académie... Car si l'on regarde en détail les documents de travail, dont nous soulignons comme chaque année la qualité, l'on s'aperçoit qu'au contraire la situation ne cesse de se dégrader.

En collège par exemple cette année une trentaine de suppressions de postes dont 15 cartes scolaires et un solde d'emploi négatifs de -12 alors que l'an dernier c'était 21 suppressions dont 5 carte scolaire et surtout un solde d'emploi légèrement positif, et si l'on remonte deux ans en arrière le solde était de + 15 , quel contraste !

Le constat est le même en LGT et LPO, cette année 16 suppressions dont 9 cartes scolaires et un solde de -7, alors que sur les deux années précédentes les soldes d'emploi étaient là encore positifs...

Même pour les LP qui sont certes moins impactés cette année par ce dégraissage massif avec seulement 5 suppressions, le solde d'emploi de + 13 est nettement inférieur à celui de l'année dernière par exemple qui était de +17

Une fois ce constat posé on peut voir que le plan social se poursuit en technologie avec comme l'an dernier 5 suppressions de postes dont 3 cartes scolaires cette année. En agrégeant collèges et lycées on s'aperçoit que les lettres sont particulièrement touchées avec 7 suppressions de postes essentiellement en Lettres modernes cette année alors que l'an dernier les lettres classiques étaient davantage impactées. Mais d'autres disciplines subissent également de nombreuses suppressions, 6 pour les mathématiques, 4 pour l'anglais dont 3 cartes scolaires ou encore 3 suppressions en EPS en plus des deux de l'an passé

Il faut ajouter, à ce constat édifiant le vaste plan de redéploiement des TZR dans l'académie qui va essentiellement impacter notre département avec une vingtaine de TZR du Var (en anglais, lettres modernes, mathématiques, philosophie, espagnol, histoire-géographie, SES, , EPS ,STMS) qui vont être redéployés vers les alpes maritimes.

Enfin pour compléter ce bilan très sombre des postes dans le Var, les 254 compléments de service prévus cette année dont le nombre se maintien globalement à un niveau très élevé, sont également pour la CGT un symptôme de la dégradation des conditions de travail des collègues et là encore le révélateur du manque de moyens consacrés à l'éducation .